



CENSURE DU GOUVERNEMENT : UN FAIT POLITIQUE QUI CONFIRME LA NÉCESSITÉ DE SE MOBILISER !

Ce lundi 2 décembre, face à l'absence de majorité évidente pour faire adopter le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale sans vote à l'Assemblée nationale, le Premier ministre a décidé d'avoir recours à l'article 49 alinéa 3 de la Constitution.

Sans surprise, le Nouveau Front Populaire a déposé une motion de censure à l'encontre du gouvernement, suivi peu après par le RN.

Aujourd'hui, les députés se sont exprimés sur ces motions et ont décidé de se saisir de celle déposée par le Nouveau Front Populaire pour censurer le gouvernement et ainsi précipiter la chute de monsieur Barnier et de ses acolytes.

Cette censure apparaît logique tant les constats faits sur les causes de la situation financière dégradée et sur les solutions à mettre en œuvre pour y répondre, sont dénués de tout sens des réalités et des besoins collectifs.

Non, le service public et ses agents ne sont pas les responsables de cette situation. Les collectivités, et les missions de services publics territoriaux ne peuvent pas faire les frais de cette politique deviante et coupable. Alors oui, que le gouvernement s'en aille et que toute la politique portée depuis des années par les Dussopt, Montchalin, Guerini, Kasbarian s'en aille avec lui !

Ce sont bel et bien leurs choix de destruction des services publics qui sont facteurs de chaos et non nos revendications !

Si aujourd'hui nous n'avons plus de gouvernement, nous savons d'ores et déjà que le prochain sera dans la même logique et pourra décider d'activer les mêmes leviers et donc de nous faire porter le poids des responsabilités.

Ce n'est pas possible ! Les citoyen-nés ont besoin d'un tout autre projet de loi de finance visant à améliorer le quotidien de toutes et tous et à mener une politique en faveur de l'intérêt général.

Les 150 milliards de bénéfices dégagés par le CAC40 et les 223 milliards de cadeaux offerts aux entreprises rappellent que nos revendications sont bel et bien finançables.

Plus que jamais, l'heure est à la mobilisation pour faire entendre nos revendications légitimes et les voir appliquer sans délais, dans l'intérêt de la Fonction publique, des agents et des usagers.

Toutes et tous ensemble en grève et en manifestation ce jeudi 5 décembre :

- contre tout budget d'austérité ;
- contre tout jour de carence et tout impact sur l'indemnisation en cas d'arrêt maladie ;
- pour des moyens en faveur des services publics répondants à l'intérêt général ;
- pour un point d'indice à 6 euros et son augmentation immédiate et urgente à 10%.

Quels que soient l'agenda politique et le gouvernement qui nous seront opposés, rien n'entamera notre détermination !

Continuons à élever le rapport de force en organisant des AG, des heures d'informations syndicales, pour décider des suites et s'inscrire dans les prochaines initiatives qui pourraient être proposées.